

COMMISSION SPECIALE
RELATIVE AU TRAITEMENT
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS
DE PEDOPHILIE DANS UNE
RELATION D'AUTORITE, EN
PARTICULIER AU SEIN DE
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 01 DECEMBRE 2010

Après-midi

BIJZONDERE COMMISSIE
BETREFFENDE DE
BEHANDELING VAN SEKSUEEL
MISBRUIK EN FEITEN VAN
PEDOFILIE BINNEN EEN
GEZAGSRELATIE,
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 01 DECEMBER 2010

Namiddag

La séance est ouverte à 14.23 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 14.23 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

Audition de Mme Godelieve Halsberghe, ancienne présidente de la commission interdiocésaine pour le traitement des plaintes pour abus sexuels commis dans l'exercice de la relation pastorale

Hoorzitting met mevrouw Godelieve Halsberghe, voormalig lid van de interdiocesane commissie voor de behandeling van klachten van seksueel misbruik in de uitoefening van de pastorale relatie

La **présidente**: Nous allons commencer nos travaux.

Je vais d'abord donner la parole à Mme Halsberghe mais avant cela, je dois excuser M. Lambrecht. Celui-ci devait être auditionné cet après-midi mais il a téléphoné au secrétariat et a indiqué que la météo était trop mauvaise pour venir nous rejoindre. Nous avons aussi demandé à Mme Baguette d'être présente. Elle s'est excusée auprès de la commission en raison de problèmes de santé.

Cependant les membres de la commission ont tous reçu un texte de Mme Baguette, qui explique le déroulement de la commission sous votre présidence, madame Halsberghe.

Pour l'organisation de nos travaux, je vous propose que Mme Halsberghe nous fasse son exposé. Puis, je vous donnerai la parole pour que vous posiez vos différentes questions. Vous

pourrez aussi en poser une à M. Adriaenssens, qui était aussi membre de cette commission. La secrétaire prendra note des différentes questions, puis nous ferons une petite pause pour que la secrétaire assiste Mme Halsberghe à la préparation des réponses. Monsieur Adriaenssens, vous pourrez alors faire votre exposé. Ensuite, des questions vous seront posées.

Sommes-nous d'accord sur cette méthode de travail? (*Assentiment*)

Godelieve Halsberghe: Mevrouw de voorzitter, ik stel voor dat ik eerst de historiek lees van de commissie zoals wij gewerkt hebben.

Historique de la commission interdiocésaine pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans le cadre des relations pastorales.

Après l'éclatement en Belgique, dans la seconde partie des années '90, de l'affaire Dutroux, pédophile et assassin notoire, l'Église semble s'être penchée sur le phénomène de la pédophilie en son sein.

L'initiative de cette démarche revient entre autres à Mgr Luysterman, ancien évêque de Gand, au père Van Neste, jésuite professeur émérite à l'université d'Anvers, ainsi qu'au professeur Verstegen, professeur à la KUL.

Avant cette démarche, la politique de l'Église en matière d'abus sexuel, en ce compris la pédophilie perpétrée par un des leurs, était le silence absolu imposé à la victime, sous peine d'excommunication. Cela ressort d'une lettre

envoyée par le Vatican en l'an 1962 aux évêques du monde entier.

Dans un premier temps, ont été mis sur pied des SOS téléphoniques à l'instar de ce qui, à l'époque, avait été mis sur pied dans le cadre de la drogue. Pouvaient faire appel à ces écoutes téléphoniques tant les personnes accrochées à la drogue que celles qui, dans le milieu familial, luttait aux côtés de l'un des leurs atteint de dépendance à ces substances dangereuses.

Le rôle confié aux personnes desservant ces points SOS était d'entendre les appelants, de discuter avec eux de la dépendance et/ou de la dépendance d'un des leurs, des possibles mesures à suivre ou à prendre, de les diriger vers l'un ou l'autre établissement de soins susceptible de les admettre.

Il est assez rapidement apparu qu'aux côtés de ces points de contact, il y avait nécessité de prendre des mesures plus concrètes, plus directes, plus tangibles. D'où l'idée de créer une commission interdiocésaine aux pouvoirs et aux buts plus étendus. Ces pouvoirs et ces buts se trouvent précisés dans le préambule menant à la constitution de la commission.

Ce préambule précise entre autres: "A plusieurs reprises ont été révélées des situations où des personnes chargées de responsabilités ecclésiastiques ont commis des abus dans l'exercice de leurs relations pastorales. Des personnes investies d'une mission pastorale ont fait dégénérer ces relations en contacts sexuels, voire en graves abus sexuels caractérisés. Pour les victimes et leurs proches, ces situations sont particulièrement pénibles et blessantes".

Ce préambule précise, entre autres, "Admettre la matérialité des faits et reconnaître le mal causé aux victimes en est une première étape. Éviter dans toute la mesure du possible la répétition de pareils faits en est la seconde".

Depuis 1997, les victimes peuvent s'adresser à des points de contact téléphoniques ainsi qu'à des personnes de confiance dans le but de faire connaître leur souffrance et d'être aidées pour obtenir différentes formes de réparations. La finalité de la commission interdiocésaine se situe dans le prolongement du but visé par les points de contact et par les personnes de confiance: soutenir le désir et l'effort des victimes d'être également écoutées à l'intérieur de l'église et d'y trouver justice. Les plaintes fondées doivent en effet être entendues mais par ailleurs l'existence

d'une commission interdiocésaine peut, pour sa part, contribuer à éviter des suspicions non fondées ou aider à rétablir la réputation d'animateurs pastoraux injustement suspectés en les lavant de tout soupçon.

Tant pour la mise sur pied des écoutes téléphoniques que pour la mise sur pied de la commission interdiocésaine, l'archevêque de Malines a fait appel, par l'entremise de certains curés de paroisse, à des paroissiens bénévoles pour l'aider dans la concrétisation des projets cités ci-dessus. La commission interdiocésaine a vu le jour début de l'année 2000. Deux sections ont été créées: une section néerlandophone et une section francophone, chacune composée de sept membres. Au fil des années, un membre de la section francophone a quitté la commission. Du côté néerlandophone, quatre membres ont quitté la commission.

Les raisons de ces départs diffèrent.

Quant au travail interne de la commission, il a été convenu d'un commun accord entre les deux sections – néerlandophone et francophone – de désigner un président unique qui assure le relais entre elles. En général, les plaintes sont adressées par écrit au président. Chacune d'entre elles est examinée et traitée conjointement par deux membres de la commission.

La partie plaignante est invitée à venir s'expliquer, si possible en personne, devant les deux membres chargés d'examiner la plainte. Par la suite, la partie accusée est invitée à venir s'expliquer, de préférence seule, devant les deux membres chargés de la plainte. Tous les membres de la commission sont régulièrement mis au courant de l'évolution de chaque enquête, y compris les propositions d'indemnisation.

La commission se réunit une fois par an en séance plénière. Si besoin en est, une seconde réunion plénière est tenue. Au cours de ces réunions, l'évolution de chaque plainte est examinée.

La commission interdiocésaine - consciente de l'importance et de l'impact des missions qu'on lui confie, consciente du drame vécu tant par les victimes d'abus sexuels et, parmi ces dernières, les victimes d'actes de pédophilie, que par des animateurs pastoraux injustement soupçonnés - a tenté d'atteindre avec rigueur et diligence les buts qui lui étaient assignés.

Malheureusement, l'initiative des concepteurs de

la commission - et ce, dès avant sa création - s'est trouvée contestée au sein même de l'Église, la contestation se focalisant sur le volet de l'obtention de différentes formes de réparation. En clair, aux dires de certaines autorités ecclésiales, l'homme d'Église se trouve, de par la prononciation des vœux d'obéissance, de chasteté et de pauvreté, au-delà du commun des mortels. Cela entraîne pour conséquence qu'il ne doit, dès lors, nullement intervenir dans la réparation matérielle et morale des torts causés à sa ou ses victimes.

Au fil des années, toutes les composantes de l'Église se sont ralliées à cette thèse, à cette perception tronquée de ce qu'est et doit être la commission. La commission a combattu cette perception. Un homme d'Église reste un homme dans tous les sens de ce terme. Il reste, à l'égal de tout homme qui n'a pas prononcé ses vœux, un homme responsable de ses actes. Il doit dès lors en supporter toutes les conséquences, quelles que ces dernières puissent être.

Les autorités ecclésiales ne pouvant souscrire à cette réalité, regrettant sans doute en leur for intérieur l'existence de la commission, ont pris la décision de faire l'impasse sur le travail de cette dernière en ne répondant tout simplement plus aux différents courriers de la commission et ce, depuis des mois et des mois. L'actuelle commission interdiocésaine a dès lors estimé se trouver de par cette attitude dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche. La commission ne peut leurrer les victimes quant à une possible efficacité de son intervention. Il est dès lors de son devoir de porter cette situation à la connaissance de qui de droit, notamment les victimes.

Ik heb ook een kort verslag gemaakt in het Nederlands. De huidige Interdiocesane Commissie werd in het jaar 2000 opgericht op initiatief van onder meer monseigneur Luysterman, de gewezen bisschop van Gent, van pater Van Neste, jezuïet, gewezen professor aan de universiteit van Antwerpen, van de heer Verstegen, gewezen professor aan de KUL. De inleiding, voorafgaand aan de statuten, omschrijft de taken die aan de commissie zijn toevertrouwd, enerzijds, en de slachtoffers die zich tot haar kunnen wenden, anderzijds.

De inleiding bevat de volgende nadere gegevens. De slachtoffers van seksueel misbruik kunnen zich tot haar richten met de bedoeling hun leed kenbaar te maken en geholpen te worden naar diverse mogelijkheden van herstel. De commissie draagt ertoe bij dat ongegronde verdachtmakingen

worden voorkomen of dat pastorale werkers die zonder grond verdacht werden gemaakt, hun goede naam gezuiverd zien.

De Interdiocesane Commissie, bewust van de gewichtigheid en de impact van de haar toevertrouwde zendingen, en bewust van het drama, beleefd door de slachtoffers van seksueel misbruik, en onder deze meer bepaald de slachtoffers van pedofiele daden, en van het drama beleefd door een pastorale werker, onterecht beticht, heeft gepoogd haar taak met uiterste nauwkeurigheid en spoed te vervullen. Spijtig genoeg, het initiatief van de ontwerpers van de commissie is bestreden geworden binnen de Kerk zelf, door sommigen van haar leden, dit zelfs voor haar effectieve oprichting.

De onenigheid ontstond en focaliseerde zich rond het luik de slachtoffers de mogelijkheid te geven geholpen te worden naar diverse mogelijke vormen van herstel. In alle duidelijkheid, luidens bepaalde geestelijke autoriteiten, un homme d'église komt door het afleggen van de gelofte van gehoorzaamheid, kuisheid en armoede te staan boven degenen die deze eed niet hebben afgelegd. Dat heeft als gevolg dat degenen die deze eed hebben afgelegd noch materiële, noch morele schadevergoeding verschuldigd zijn aan hun slachtoffers.

Oude onderdelen van de Kerk hebben zich deze thesis eigen gemaakt. De thesis gaat regelrecht in tegen hetgeen de commissie is en moet zijn. De commissie heeft zich tegen deze perceptie van de commissie in de ogen van de Kerk verzet. Un homme d'église blijft een mens in de volle betekenis van het woord, een mens gelijkgesteld met een mens die de hierboven opgelegde eed niet heeft afgelegd.

Hij blijft verantwoordelijk voor al zijn daden, evenals voor alle gevolgen van zijn daden, welke deze ook mogen zijn.

De kerkelijke autoriteiten weigeren deze realiteit te aanvaarden en te onderschrijven. Waarschijnlijk met spijt in het hart de commissie te hebben opgericht, hebben zij de beslissing genomen de brieven van de commissie eenvoudigweg onbeantwoord te laten en dit sedert maanden.

De huidige interdiocesane commissie is, gelet op deze houding van de kerkelijke oversten, dan ook de mening toegedaan dat zij in de onmogelijkheid is gesteld haar taak verder uit te oefenen. De commissie meent de slachtoffers niet in de illusie te mogen laten van een mogelijke efficiënte

interventie van harentwege. Het is haar plicht deze situatie te melden aan wie het behoort, namelijk aan de slachtoffers.

Wij hadden een intern reglement opgesteld over de wijze waarop de commissie zou werken. De kerkelijke commissie behandelt klachten van seksueel misbruik. De zetel was eerst gevestigd in de Guimardstraat 1. De commissie bestaat uit vier tot acht leden, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter. Deze laatste wordt door de commissie als voorzitter aangeduid indien de voorzitter ziek is.

Een bureau wordt opgericht. Het bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden van de commissie. De voorzitter ontvangt de klachten, onderzoekt ze zo snel mogelijk samen met de bureauleden. Lijkt de klacht ernstig en dringend, dan stelt het bureau twee leden aan belast met het uitdiepen van de klacht. Zowel de voorzitter en de ondervoorzitter kunnen met deze taak worden belast. Onder hen wordt bepaald wie de rapporten zal opstellen. De rapporten worden door beiden ondertekend.

De twee aldus aangestelde leden aanhoren de klagende partij, de aangeklaagde en de eventuele getuigen. Aan de aangeklaagde evenals aan de getuigen moet schriftelijk worden gemeld dat het hen vrij staat te antwoorden of niet.

Zodra al deze elementen van de zaak zijn verzameld, roept de voorzitter de voltallige commissie bijeen. Er wordt verslag gedaan van de bevindingen. De commissie stelt een rapport op van de zaak en geeft advies over de eventueel te nemen maatregelen.

De voorzitter tekent het rapport, waarin eveneens advies wordt gegeven over de toepassing van de eventuele maatregelen. De voorzitter tekent het rapport en maakt het over aan wie het behoort.

Het intern reglement kan steeds aangevuld of gewijzigd worden op schriftelijke vraag van minstens drie leden gericht aan de voorzitter.

Éénmaal per jaar roept de voorzitter de voltallige commissie bijeen en doet verslag over de werkzaamheden van het afgelopen jaar. Die bijeenkomst zal plaatsgrijpen in maart 2001.

De duur van het voorzitterschap en ondervoorzitterschap wordt op vier jaar bepaald. In geval van ontslag of noodzaak van vervanging ten gevolge van overlijden of ziekte wordt de vervanger van het afwezige lid door de voltallige

vergadering weer aangesteld.

Één document is mogelijks heel interessant. Het is een document dat het bisdom van Mechelen mij op 28 augustus 2000 heeft opgestuurd. Daarin staat het volgende:

“Mevrouw, ingevolge ons onderhoud te Gent op 21 augustus geef ik hierna als niet-specialist twee bedenkingen. Steun in de vorm van een vrijwillige geldelijke tussenkomst zou ik uitsluiten, zowel om juridische als om praktische redenen. Juridisch zou zo'n tussenkomst, alle voorzorgen ten spijt, aangevoerd worden als erkenning van aansprakelijkheid. Praktisch zou dat aanleiding geven tot een vermenigvuldiging van claims terwijl de radius van tussenkomst onduidelijk zou zijn en tot nog meer frustratie zou leiden. Ter illustratie: in het aangehaald voorbeeld, zou dan therapie betaald moeten worden voor het kind alleen, of ook voor de moeder en broer van het slachtoffer? En als het slachtoffer later huwt ook voor zijn gezin?”

Uit vraag en antwoord bleek op de vergadering dat de assistentie met de huidige structuren reeds mogelijk is, ook voor therapie, maar dat de mensen het gewoon niet weten of de weg ernaar niet kennen. Ik heb mij verzet tegen die zienswijze van de commissie. Mijns inziens moet een geestelijke die schade aanbrengt op dezelfde wijze behandeld worden als iemand die schade aanbrengt door bijvoorbeeld iemand omver te rijden. In zo'n geval moet de dader betalen. Mijn standpunt is in heel slechte aarde gevallen.

Ik heb hier nog een ander document:

De huidige interdiocesane commissie is in het jaar 2000 opgericht op initiatief van onder andere Monseigneur Luysterman, gewezen bisschop van Gent, Pater Van Neste, Jezuiet en gewezen professor aan de universiteit van Antwerpen en de heer Verstegen, gewezen professor aan de KUL.

De inleiding voorafgaand aan de statuten van de commissie omschrijft enerzijds de taken die de commissie zijn toevertrouwd en duidt anderzijds de slachtoffers aan die zich tot haar kunnen wenden. De inleiding bevat volgende nadere gegevens: “De slachtoffers van seksueel misbruik kunnen zich tot haar richten met de bedoeling hun leed kenbaar te maken en geholpen te worden naar diverse mogelijkheden van herstel” – ik benadruk ‘diverse mogelijkheden van herstel’ – ‘ertoe bij te dragen dat ongegronde verdachtmakingen voorkomen worden of dat pastorale werkers die zonder grond verdacht

gemaakt werden, hun goede naam gezuiverd zien. De interdiocesane commissie, bewust van de gewichtigheid en de impact van de haar toevertrouwde zendingen..."

La **présidente**: Madame Halsberghe, vous avez déjà lu ces documents.

Godelieve Halsberghe: Je les ai déjà lus tout à fait? Alors je m'excuse.

La **présidente**: Il n'y a pas de problème. Je comprends que vous soyez un peu impressionnée par cette commission. Ne vous inquiétez pas.

Godelieve Halsberghe: Ai-je déjà lu l'historique?

La **présidente**: En français. Nous ferons une copie des documents que vous nous transmettez. Avant de passer la parole à mes collègues, j'aimerais vous demander comment les victimes savaient qu'elles pouvaient venir vous voir. Quelles étaient leurs demandes essentielles?

Godelieve Halsberghe: Lorsque la Commission interdiocésaine a été mise sur papier, Mgr Luysterman s'est adressé au monde par l'entremise de la télévision. Il y a parlé assez longtemps pour dire pourquoi et dans quel sens on pouvait venir à la Commission. À partir de là, comme l'adresse était connue, les victimes sont venues déposer plainte.

Leur demande essentielle était d'abord d'être reconnues comme victimes d'un abuseur sexuel, prêtre ou religieux. Et puis - et là, j'ai insisté personnellement - puisque leur vie était brisée, elles demandaient à être indemnisées pour tous les torts causés.

La **présidente**: Je vais donner la parole à l'ensemble des commissaires qui poseront leurs questions.

La secrétaire se chargera de prendre note de toutes les questions. Nous vous transmettrons l'ensemble des questions auxquelles vous répondrez après une petite suspension.

Renaat Landuyt: Mevrouw de voorzitter, waarde collega's, mevrouw Halsberghe, u bent magistrate, vandaar mijn vraag. U hebt zich in het jaar 2000 akkoord verklaard om mee te werken aan een commissie binnen de Kerk om aan een problematiek te werken die eigenlijk strafrechtelijk was en ging over misdrijven. Ik heb begrepen dat dit op vraag van de kerkelijke leiders was. Hoe waren dan de verhoudingen met het gerecht? Zijn

daaromtrent afspraken gemaakt in die tijd? Vooral ook: wat was uw houding op het moment dat u geconfronteerd werd met misdrijven? Zeker als magistrate kan ik me voorstellen dat u zich daaromtrent vragen hebt gesteld en dat er daar mogelijk en hopelijk afspraken zijn geweest met de gerechtelijke autoriteiten. Dat is mijn eerste vraag.

Tweede vraag, net voor de oprichting van de commissie zijn er ook publieke conflicten geweest tussen de kerkelijke autoriteiten en de heer Devillé en zijn organisatie Mensenrechten in de Kerk, die duidelijk maakten dat hij of de mensen waarvoor hij opkwam de weg niet vonden om hun klachten te ventileren inzake wat zij hadden meegemaakt. Is daar ooit over gesproken of een methode gezocht om contact te hebben met de heer Devillé? Met andere woorden, behoorde het tot uw opdracht om ook actief slachtoffers te gaan benaderen?

Een derde vraag, was het voor de commissie dan ook voldoende dat er één tv-optreden was van een kerkelijk leider om er van uit te gaan dat er voldoende bekendheid was dat de mensen tot bij jullie op de commissie konden komen? Daarbij verstaande, was er een systeem per bisdom om effectief te verwijzen naar jullie commissie?

Valérie Déom: Madame Halsberghe, je vous remercie pour les précisions que vous avez déjà apportées.

Vous avez indiqué qu'à la suite d'un appel télévisé, les plaintes vous étaient transmises par écrit. J'aurais voulu savoir si, dès le départ (quand les problèmes n'étaient pas trop importants avec l'Église), certaines plaintes vous étaient transmises non par l'intermédiaire de victimes mais directement par l'Église, celle-ci vous saisissant de certains abus dont elle avait éventuellement connaissance dans certaines paroisses ou diocèses. Dans l'affirmative, cette transmission a-t-elle diminué au fur et à mesure en raison de la détérioration des relations de la commission avec l'Église.

Vous nous avez également fait lecture d'une partie non exhaustive, je pense, des statuts. Je rejoins Mme la présidente en vous demandant de transmettre l'ensemble des documents à la commission.

Est-il vrai que dans ces statuts, il était précisé que la plupart des victimes préféraient que le traitement de la plainte soit fait en interne et que les plaintes ne soient pas adressées à la justice?

Si c'était inscrit dans les statuts ou dans le préambule des statuts de la commission que vous avez présidée, j'aurais voulu savoir comment vous avez réagi à cette condition. L'avez-vous acceptée? N'avez-vous pas malgré tout invité les victimes qui venaient vers vous à se tourner vers la justice?

Dans le témoignage que vous nous avez apporté, il y a eu un véritable problème relationnel dont l'origine se trouve dans l'octroi de dommages et intérêts et la responsabilité de l'homme d'Église qui serait au-dessus des autres hommes, au-dessus des lois et qui, à ce titre, ne devrait assumer aucune responsabilité ni financière ni morale. Avez-vous senti qu'il s'agissait d'une évolution de la pensée de l'Église et qu'au départ, ils ne s'étaient pas rendu compte de l'ampleur des crimes et dégâts et donc des dommages et intérêts financiers à assumer s'ils avaient suivi votre position?

Lorsque vous avez décidé d'octroyer les dommages et intérêts, l'Église était-elle toujours d'accord et les a-t-elle versés? À un moment donné, elle a dit avoir mis fin aux travaux de la commission que vous présidiez parce que vous donniez trop facilement des indemnités. Pouvez-vous nous éclairer à ce sujet?

Nous avons invité Mme Dumont-Baguette. Malheureusement, elle n'a pas pu venir. Donc, elle nous a transmis un témoignage écrit. Elle y fait état d'un changement de situation à la suite du départ de Mgr Luysterman et de l'arrivée de Mgr Harpigny. Pouvez-vous confirmer qu'il y a eu une différence dans le traitement des plaintes? Avez-vous le sentiment qu'avec l'arrivée de Mgr Harpigny, la commission diocésaine devenait plutôt un étouffoir ne donnant plus suite aux avis des victimes?

Je m'arrêterai là pour le moment.

Carina Van Cauter: Mevrouw de voorzitter, op mijn beurt wil ik mevrouw Halsberghe danken voor haar aanwezigheid hier.

Mijn vragen gaan in dezelfde richting. In de statuten van de commissie wordt haar doel inderdaad omschreven en wordt er verwezen naar de diverse mogelijkheden van herstel die aan de slachtoffers kenbaar zouden worden gemaakt.

Werd aan de slachtoffers tijdens het eerste contact kenbaar gemaakt dat zij de mogelijkheid hadden klacht te formuleren in rechte, dus bij het parket, de politie of de onderzoeksrechter? Of was

dit helemaal niet aan de orde? Werd dit niet besproken of zagen de slachtoffers bewust af van deze mogelijkheid?

Zijn er effectief dossiers waarin u weet hebt van slachtoffers die de weg naar Justitie hebben gevolgd? Hoe was desgevallend de interactie tussen de werking van de commissie enerzijds en het eventuele optreden van Justitie anderzijds? Werd er informatie uitgewisseld?

Werden er bij u dossiers in beslag genomen? Hebt u kennis van onderzoeken? Bent u ondervraagd? Kunt u desbetreffend wat meer uitleg geven?

U zegt ook dat er binnen de kerkelijke overheden blijkbaar onenigheid bestond over de oprichting van de commissie en het doel ervan. Wie bedoelt u met de kerkelijke autoriteiten? Kunt u aanduiden wie zich zou hebben verzet tegen de oprichting van de commissie?

U zegt ook dat wanneer een klacht terecht leek, er een onderzoek werd opgestart en dat dit onderzoek werd beëindigd met een rapport. Als uit dit rapport bleek dat er effectief voldoende aanwijzingen waren van schuld, heeft de commissie dan zelf op een of ander moment het initiatief genomen om het parket, de politie of de onderzoeksrechter in te lichten over de strafbare feiten waarvan zij kennis had, zeker in die gevallen waar de betrokken minderjarigen zich nog in een gevaarlijke situatie bevonden of in die gevallen waar er mogelijkheid bestond tot recidive?

Kunt u ons tot slot wat meer uitleg geven over de wijze waarop het opgestelde rapport werd overgezonden aan de kerkelijke autoriteiten? Aan wie werd dat rapport desgevallend bezorgd? Was er dan een interne opvolging binnen de structuren van de Kerk zelf? Werden er maatregelen genomen? Werden deze teruggekoppeld naar de commissie? Had u zicht op de opvolging van deze maatregelen?

Sophie De Wit: Ik heb enkele korte vragen die zonet ook al deels zijn aangehaald.

Ten eerste, in die negen jaar tijd hebt u een 34-tal dossiers opgevolgd. Dat is weinig maar het is begrijpelijk dat er niet meer waren als er maar één tv-optreden is geweest. U zegt dat jullie die dossier behandelden en er een rapport van opstelden en vervolgens werd dat rapport opgestuurd aan wie het behoort. Wie bedoelt u met "de persoon aan wie het behoort?" Zijn dat de

bisschoppen? Het gerecht? Mogelijks nog een andere instantie?

Mijn tweede vraag sluit aan bij wat collega Landuyt net al heeft gezegd. De heer Devillé had heel wat meer dossiers dan u. Kan u uw contacten en verhouding met de heer Devillé en zijn werkgroep beschrijven? Was er interactie? Waarom wel of waarom niet?

Ten derde, u hebt gezegd dat er strafrechtelijk misschien een verjaring was in die zaken, maar volgens artikel 1492 van het Canoniek Wetboek niet. Volgens dat artikel kan schade aan mensen nooit verjaren. Kan u dat toelichten? Wat was het standpunt van uw opdrachtgevers ter zake? Hebt u hen daarmee geconfronteerd toen u tegenkanting ondervond?

Ten slotte vertelt u ons dat de Kerk niet reageerde op uw briefwisseling en geen vergoedingen wilde betalen. Ze had blijkbaar al spijt van de oprichting van de commissie en was gekant tegen uw rechtlijnige houding. Mag ik daaruit afleiden dat men de commissie-Halsberghe monddood heeft willen maken en dat ze eigenlijk een spookinstelling was geworden?

Christian Brotcorne: Madame Halsberghe, je vous remercie pour votre exposé.

Vous avez fait référence à un document du Vatican des années '60. Je suppose que vous le déposerez à l'attention de la commission.

Lieve Halsberghe: Je ne l'ai pas.

Christian Brotcorne: Savez-vous comment on peut se le procurer?

La **présidente:** Nous allons vérifier.

Christian Brotcorne: Vous avez également indiqué qu'une fois que la commission s'était penchée sur le dossier, avec les deux personnes chargées de rencontrer la victime et éventuellement l'abuseur, elle transmettait un rapport à qui de droit. Qui est cette personne ou qui sont ces personnes? Si on lit les documents, notamment le règlement d'ordre intérieur de votre commission, cela semble être les autorités ecclésiastiques. Il est important que vous puissiez préciser.

À l'occasion de vos travaux et auditions, avez-vous été amenée à suggérer ou à transférer, avec l'accord d'une victime, l'un ou l'autre dossier à la justice?

Vous avez par ailleurs fait référence au fait que certains hommes d'Église, sous prétexte qu'ils auraient prononcé des vœux, considéraient ne plus faire partie du commun des mortels. J'ai envie de vous demander si cela découle d'une interprétation libre de ces personnes ou d'un précepte quelconque de l'Église catholique, voire du droit canon. Je pense avoir la réponse mais je crois qu'il est utile que vous nous donniez la vôtre.

Enfin, vous avez évoqué la fin de vos travaux. Que sont devenus vos 34 dossiers? À qui ont-ils été transmis? Aux autorités de l'Église, à la justice, à la commission qui vous a succédé, à savoir celle du professeur Adriaenssens?

Vous avez également fait référence à un document de l'archevêché de Malines d'août 2000. Puisque vous allez le déposer, nous pourrions connaître le nom de la personne qui a signé ce document. Peut-être pouvez-vous d'ores et déjà l'indiquer?

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, ik dank op mijn beurt mevrouw Halsberghe voor haar komst.

Ik heb acht concrete vragen.

Ten eerste, ik heb een aantal krantenartikelen van het voorjaar bekeken, toen alles naar boven is gekomen en heel wat uitspraken zijn gedaan. Ik wil even nagaan of u die uitspraken of verklaringen in de pers kunt bevestigen.

Zo werd bijvoorbeeld geciteerd uit een verslag van de vergadering van 12 maart 2007, een vergadering waar is vastgesteld dat de commissie schaaamat werd gezet. Er stond dat klaarblijkelijk een nieuwe strategie op de bisschoppenconferentie zou zijn afgesproken, de ASMB en de Vereniging van Hogere Oversten van België. Het bevel luidde: niet meer antwoorden op de brieven van de commissie.

Kunt u bevestigen dat dit inderdaad zo is gebeurd?

Ten tweede, een vraag over de manier waarop de dossiers bij uw commissie terechtkwamen. Er is natuurlijk het reglement dat jullie hadden, maar hoe ging het in de praktijk? Het ging immers over weinig dossiers. Was het zo dat jullie dossiers soms rechtstreeks van een slachtoffer toegestuurd kregen? Of kwamen de dossiers via de kerkelijke hiërarchie bij jullie terecht? Zo ja, was er volgens jullie dan ook een selectie

gebeurd?

In een aantal krantenberichten stond immers te lezen dat mensen brieven met een klacht naar bisschoppen hebben gestuurd en zouden zij een antwoord van de bisschoppen hebben gekregen waarin stond dat de commissie heeft geoordeeld dat het verhaal niet geloofwaardig was, terwijl jullie die dossiers nooit hebben gezien. Kunt u bevestigen dat dit is gebeurd?

Ten derde, ik las in oudere krantenberichten dat uw commissie kritiek kreeg dat ze te streng optrad. Wij weten dat de schadevergoedingen zeer delicaat waren. Bedoelde men daarmee dat u te streng was? Of stelde u ook andere maatregelen voor die als te streng werden gezien, bepaalde overplaatsingen, bepaalde sancties binnen het canonieke recht? Wat vond men zo streng aan uw aanpak?

Ten vierde, ik verwijs naar de brief die wij van mevrouw Baguette hebben ontvangen. Daarin is sprake van vertrouwenspersonen. Kunt u toelichten welke rol die vertrouwenspersonen in de kerk hadden? Hadden jullie daar contact mee? Hoe verliepen die contacten met de commissie, tenzij u daar helemaal geen contact mee had? Ik had graag geweten hoe de relatie was tussen de vertrouwenspersonen en de commissie?

Ten vijfde, in dezelfde brief lezen wij ook dat op een bepaalde moment de heren Luysterman en Van Neste de commissie hebben verlaten. Waarom hebben zij dat gedaan? Wanneer was dat? Wat waren de gevolgen voor de werking van uw commissie op het moment dat zij de commissie hebben verlaten? Ik meen begrepen te hebben dat zij de commissie steunden en pleitten voor een goede werking ervan.

Hebt u er van die 33 of 34 dossiers ook aan Justitie overgemaakt? Hoeveel dan?

Hoe ging u om met verjaringen?

Indien u bij de beoordeling van een dossier stuit op een dossier dat mogelijk is verjaard dan is dat een heel delicate problematiek. Wat deed u dan? Stuurde u die dossiers dan door? Hield u daar rekening mee? Ging u op de canonieke weg door te zeggen dat er volgens het canonieke recht geen verjaardbaarheid is?

In het voorjaar bent u zelf naar politie en Justitie gestapt. Waarom hebt u die stap gezet?

We weten wat er is gebeurd met die huiszoeking.

Hebt u ooit horen praten over die geheime plaatsen binnen de Kerk waar men dossiers zou verbergen? Hebt u dat zelf gehoord? Heeft iemand u daarover gesproken? Kunt u ons meedelen wie daarover heeft gesproken en welke plaatsen eventueel ter sprake zijn gekomen?

Siegfried Bracke: Ik dank mevrouw Halsberghe voor haar aanwezigheid.

Ik sluit aan bij de laatste vraag van collega Van Hecke en wil het met u hebben over de manier waarop men binnen de kerkelijke autoriteit omging met wat ik zal noemen de papieren sporen van een en ander.

U bent geroepen als een externe instantie om een probleem te regelen maar dan moest u natuurlijk ook over de stukken kunnen beschikken. In welke mate kon u in alle transparantie over die stukken beschikken? Was er openheid van zaken?

Wij hebben de toch wel zeer merkwaardige uitlating die aan u wordt toegeschreven niet gecheckt. Het is belangrijk te weten of dat ergens of nergens op slaat. In het tweede geval is dat ook maar zo.

Is het zo dat de kerkelijke overheid zodanig met die documenten verveeld zat dat men dat ging verbergen op de meest onnoemelijke plaatsen?

Het staat in de krant dat u bij een bezoek aan de kathedraal, onder begeleiding van de kardinaal, indicaties kreeg dat bepaalde van die documenten op zeer bizarre plaatsen werden verstopt. Is dat zo? Meent u dat echt tot op vandaag?

Laurent Louis: Madame la présidente, je remercie Mme Halsberghe pour sa présence ici. Je conçois que ce ne soit pas évident. On constate que l'Église a franchement une drôle de vision dans ce dossier du statut des prêtres. Plus les intervenants se succèdent, plus on se rend compte qu'elle semble réclamer une justice parallèle. Les prêtres semblent être considérés comme des êtres au-dessus des lois et du commun des mortels.

Madame Halsberghe, l'avez-vous également ressenti? Avez-vous retrouvé cette conception auprès de différents responsables ecclésiastiques ou était-ce plutôt une vision isolée? Êtes-vous en mesure de communiquer le nom des responsables qui ont tenu de tels propos? Notre commission se doit de clarifier cela car un principe fondamental consiste à dire que nul n'est au-dessus des lois, peu importe sa religion ou son

statut.

Dans le même ordre d'idée, dans le document d'août 2000 de l'archevêché de Malines dont vous nous avez parlé, on a l'impression que l'Église n'apprécie pas vraiment les indemnités pécuniaires, craignant une multiplication des plaintes. Elle semble minimiser sa responsabilité avec une pointe d'ironie un peu de mauvais goût. Avez-vous, de votre côté, ressenti une réelle volonté de l'Église de venir en aide aux victimes? Était-ce cela la base de cette Commission ou était-ce juste une démarche un peu intéressée de l'Église de maîtriser les plaintes, voire de jouer un rôle de filtre, en évitant ainsi que des dossiers soient transmis à la Justice? Quelle est votre impression générale et personnelle en la matière?

Comme d'autres de mes collègues l'ont déjà demandé, pourriez-vous nous éclairer sur la volonté des victimes au niveau des statuts de la Commission? Souhaitaient-elles que ces dossiers soient traités en interne ou non? Ou était-ce juste la volonté de l'Église? Il serait également intéressant d'en savoir un peu plus sur les indemnités et sur l'attitude de l'Église en la matière? Y a-t-il eu des indemnités? Si oui, dans combien de cas et quels en étaient les montants? Comme il s'agit de faits graves, je souhaiterais savoir de quels montants il est question.

Enfin, durant vos travaux, avez-vous eu des contacts avec le cardinal Danneels ou avec le ministre de la Justice de l'époque? Si oui, quelle était la nature de ces contacts? Et comme mes collègues Van Hecke et Bracke, j'aurais voulu savoir si vous avez une connaissance réelle d'endroits où des documents sensibles auraient été dissimulés? Si oui, qui vous l'a dit? Comment avez-vous pu être au courant? Il importe de savoir si ce sont des faits.

La **présidente**: Je voudrais compléter ceci par deux éléments. Je sais qu'il y a eu la perquisition et la saisie des dossiers. Mais avez-vous conservé un résumé des trente-quatre dossiers, comprenant le récit des victimes? Et pour chaque dossier, un état de la situation et les solutions que vous avez apportées? Si vous pouviez les rendre anonymes, la commission serait très intéressée par ces rapports.

Une autre chose qu'a avancée Mme Baguette dans son témoignage écrit, et je l'en remercie encore, il est expliqué que, lorsque vous convoquez les prêtres abuseurs, ils venaient d'abord seuls, puis ils sont venus accompagnés.

Elle a l'impression que les supérieurs qui les accompagnaient faisaient tout pour que la personne ne reconnaisse plus les faits, ne parle plus. J'aimerais avoir votre avis là-dessus.

Olivier Deleuze: Madame, je vous remercie pour votre présence.

Dans une lettre manuscrite, Mme Baguette fait état de déclarations selon lesquelles les hommes d'église ne seraient pas soumis aux mêmes obligations de dédommagement que les hommes ordinaires - tels que nous, par exemple. Cette déclaration est datée du 22 avril 2008. Auriez-vous un document qui confirme cette information? En auriez-vous qui pourraient étayer les deux phases dans votre manière de travailler, en fonction du départ des deux hommes d'Église qui ont fondé la commission?

Ma deuxième question porte sur votre perception de l'ampleur du phénomène. Nous connaissons la différence du nombre de dossiers entre votre commission et celle présidée par M. Adriaenssens. Plusieurs causes peuvent l'expliquer, comme par exemple, l'absence de communication très proactive, etc.

Avez-vous eu à l'époque des indications concernant l'ampleur de ce phénomène? Ainsi, j'apprends, via cette lettre manuscrite de Mme Baguette, le grand souci dans le chef des autorités de l'Église de voir ces dédommagements conduire à une faillite de cette institution. D'une certaine manière, cela m'amène à penser qu'il s'agissait probablement, du moins dans l'esprit de l'Église, de plus de 35 cas, à moins que les dédommagements aient été gigantesques. Pouvez-vous nous donner une idée de votre perception de l'ampleur du phénomène?

Marie-Christine Marghem: Madame la présidente, je remercie Mme Halsberghe pour sa présence, car elle est très importante au regard de la manifestation de la vérité. Elle a participé à ce processus lorsqu'elle a été désignée. J'aimerais savoir, au moment où elle a été désignée, quel a été son sentiment. Pourquoi elle et quelle était la mission précise qui lui a été conférée au moment de sa désignation?

J'estime que c'est important, car il n'est pas courant qu'une personne telle Mme Halsberghe ou M. Adriaenssens soit désignée, et dans quel contexte, pour régler un type particulier de problème dans un domaine singulier, celui de l'Église.

Madame, lors de l'exercice de la mission que vous avez acceptée, vous avez été confrontée aux difficultés que l'on connaît et qui peuvent se résumer comme ceci. Étant donné vos antécédents d'ancienne magistrate, vous aviez une vision très juridique, très juridicisante et très demandeuse d'indemnisations, vision que n'a peut-être pas eue M. Adriaenssens dans son travail.

Eu égard à la mission qui vous a été confiée, vous en êtes-vous écartée ou, au contraire, l'avez-vous suivie? Dans ce dernier cas, vous êtes-vous heurtée, au niveau de l'Église, à un refus plus ou moins exprimé, puisque vous demandiez des indemnisations, ce qui était l'essentiel, apparemment pour les victimes? Nous en sommes assurés par toutes les auditions auxquelles nous avons déjà procédé.

Troisièmement, je voudrais savoir ce que vous avez su de la raison pour laquelle on vous a demandé d'interrompre votre mission alors que vous aviez quelques dossiers en charge. Comment l'avez-vous pris? L'avez-vous pris comme étant la conséquence du fait que vous travailliez trop bien, que vous voyiez trop de choses alors qu'on voulait les cacher ou parce que vous demandiez des indemnisations qu'on n'acceptait pas?

La **présidente**: Comme je l'avais précisé tout à l'heure, c'est notre secrétaire qui a pris note de l'ensemble de vos nombreuses questions. Nous allons maintenant suspendre pour classer par ordre ces questions. À partir de 15 h 30 heures, Mme Halsberghe pourra ainsi répondre à toutes vos questions.

Je vois beaucoup de monde dans la salle. Je voulais rappeler que dans la salle, ne sont autorisés que les députés, les collaborateurs, attachés de presse et la presse en possession d'une carte ad hoc. Toutes les autres personnes doivent être aux tribunes. J'espère que chacun peut s'identifier.

Christian Brotcorne: Madame la présidente, il me vient encore une question.

Dans les 34 dossiers que la commission a eu à traiter, était-ce chaque fois la victime elle-même ou son entourage qui déposait une plainte ou y a-t-il eu des cas dénoncés par une autorité ecclésiastique (un évêque, un supérieur)?

La **présidente**: Cette question a été posée mais nous la notons.

Nous allons maintenant suspendre et laisser la secrétaire travailler avec Mme Halsberghe.

*La réunion publique de commission est suspendue de 15.17 à 15.41 heures.
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 15.17 tot 15.41 uur.*

La **présidente**: Nous allons reprendre nos travaux. Je remercie la secrétaire, qui a travaillé avec Mme Halsberghe pour l'aider à répondre à l'ensemble des questions.

Godelieve Halsberghe: Hoe waren de verhoudingen met het gerecht? Hoe waren de afspraken? Wat was de houding wanneer we met misdrijven waren geconfronteerd?

U moet weten dat bijna alle feiten die bij de commissie terecht kwamen verjaard waren. Het had dus geen zin om de slachtoffers naar het gerecht te sturen want daar zou na drie of vier maanden geantwoord worden dat de zaken verjaard zijn.

Bij ons bestaat er geen verjaring. Artikel 14.92 van Codex Iuris Canonici bepaalt dat er geen verjaring bestaat bij aanranding van mensen.

Wij hebben in die tijd nooit contact gehad met de heer Devillé. Ik weet niet hoeveel klachten hij heeft gekregen en wat met die klachten is gebeurd.

Er is een televisie-uitzending gewijd aan de interdiocesane commissie. Misschien was het niet voldoende. De klachten waren nog lopende. Nu weten wij beter hoe dat allemaal afgelopen is in de Kerk. Daar kan ik uiteindelijk niet op antwoorden.

Wie bracht de klachten aan? Dat was natuurlijk niet de Kerk, maar wel de slachtoffers.

Er was een geval waar een geestelijke bij ons een klacht heeft ingediend omdat hij verdacht was, dat stond trouwens in de kranten, van seksueel misdrijf en dat was absoluut niet waar. Wij hebben een lang onderzoek gedaan. Dat heeft wel twee tot drie jaar geduurd. Wij zijn tot het besluit gekomen dat die geestelijke niets verweten kon worden.

Wij hebben hem dan aangeraden om klacht in te dienen tegen de ouders die klacht hadden ingediend. Dat is voor hem zeer positief afgelopen bij de rechtbank. Hij heeft een schadevergoeding gekregen die hij onmiddellijk aan een bepaalde werk in de Kerk heeft gegeven.

Wat ons intern reglement betreft, de vraag is waarom we de klachten niet zouden hebben meegegeed aan het parket. Ik meen dat ik daar al op geantwoord heb. Alle klachten waren verjaard. Dat was dus weer tijdverlies voor het slachtoffer.

Wat de aansprakelijkheid betreft van de geestelijke in al die gevallen, de Kerk stelt zich boven de anderen. Ik heb van een kanunnik gehoord dat men door het afleggen van de geloften van kuisheid, gehoorzaamheid en armoede boven de andere mensen komt te staan die deze eed niet hebben afgelegd. Zij die boven de anderen stonden hoefden geen schadevergoeding te betalen.

Er zijn bepaalde schadevergoedingen uitgekeerd, ik kan niet zeggen hoeveel. In een geval is er een zeer grote schadevergoeding betaald door de Kerk. Ik moet hier hulde brengen. Het ging om een broeder. Er was een proces geweest tegen de dader. Toen het proces was gepleit, trok de rechtbank zich terug om een beslissing te nemen. Voor de rechtbank terugkwam heeft die broeder openlijk gezegd dat zelfs indien de rechtbank geen schadevergoeding zou uitspreken men die toch zou betalen. Er zijn toen ettelijke miljoenen uitbetaald.

De relatie met monseigneur Luysterman en met professor Van Neste was volledig perfect. Zij hadden gezegd dat indien er binnen de Kerk dergelijke zaken gebeurden de Kerk ook moest betalen.

Wat de statuten betreft, vroeg men of wij de slachtoffers zegden dat zij bij het gerecht terecht konden. Ik heb daar al op geantwoord. Als de zaken verjaard zijn helpt het niet om naar het parket te gaan. Binnenkerkelijk echter, op basis van artikel 14.92 van de Codex Canonici, bestaat er geen verjaring van de aanranding van mensen.

De Kerk heeft mij dan een andere uitleg gegeven en ik denk dat er nu een nieuw artikel is verschenen dat wel een verjaring vooropstelt. Dat is nog niet zo lang gebeurd.

Wat de interactie was tussen de commissie en de Justitie? Ik heb het al gezegd. Als het nog niet verjaard was, hebben wij de mensen verwezen. Wij hielden ons verder met de zaak bezig met ons onderzoek en dikwijls op basis van ons onderzoek is dan het gerecht ook bijgetreden.

Of er verzet was binnen de Kerk dat een dergelijke commissie zou worden opgestart? Ik

ken natuurlijk niet de gesprekken die zijn gevoerd binnenkerkelijk, maar wij hebben toch wel aangevoeld dat de Kerk over het algemeen niet zo gediend was met een interdiocesane commissie.

Als er nog mogelijkheid was voor het slachtoffer om naar Justitie te gaan, hebben wij dat altijd aangeraden.

Het rapport dat wij opmaakten in de verschillende zaken werd gestuurd naar hetzij de monseigneur die bisschop was, hetzij naar de overste van de verschillende ordes. Er zijn ik weet niet hoeveel ordes. Ik heb eens gevraagd aan de bisschop hoeveel ordes er uiteindelijk bestaan en hij heeft mij gezegd: "Ik weet het zelf niet."

Wij hebben in negen jaar 33 klachten gehad. Natuurlijk, vermits er soms strafrechterlijke verjaring was en er geen verjaring bestond in het kader van de Codex Canonici, hebben wij aan bepaalde kerkelijke overheden gezegd dat zij op basis van dit artikel nog schadevergoeding konden vragen. Dat is ook niet in goede aarde gevallen.

Wat met mijn dossiers is gebeurd? Ik moet u vertellen dat ik op een bepaalde dag een telefoontje heb gekregen. Het was een Franstalige heer die mij opbelde. Ik vroeg:

"À qui ai-je l'honneur de parler". Hij zei: "Mon nom n'a pas d'importance. Est-ce bien vous qui vous occupez des dossiers de l'Église?". J'ai répondu par l'affirmative.

- "Où sont ces dossiers?"

- Ils sont chez moi puisque j'y travaille tous les jours.

- Permettez-moi de vous dire que vos dossiers et vous-même êtes en danger".

Ik ben de dossiers dan gaan neerleggen in het Rijksarchief. Ik kon mijzelf natuurlijk niet neerleggen in het Rijksarchief. Maar enfin, het zou misschien wel moeten.

Ik ben op 28 augustus 2000 schriftelijk aangesproken geworden door de heer Jacques Coens die in het aartsbisschop Mechelen-Brussel werkte en die schreef: 'Ingevolge ons onderhoud te Gent op 21 augustus geef ik u hierna als niet-specialist twee bedenkingen.

Steun in de vorm van een vrijwillige geldelijke tussenkomst steun ik volledig, zowel om juridische als praktische redenen'. U begrijpt dat ik het daar absoluut niet mee eens was. 'Juridisch zou dat, alle voorzorgen ten spijt, aangevoerd worden als

een vorm van erkenning van aansprakelijkheid. Praktisch zou het aanleiding geven tot de verzachting van claims, terwijl ook de radius van de tussenkomst onduidelijk zou zijn en tot nog meer frustratie zou leiden.' Die brief is volgens mij heel interessant.

Ik werd uiteindelijk volledig schaakmat gezet, zoals ik misschien reeds heb gezegd. Er werd mij verweten dat ik te diep in de zaken ging en te juridisch handelde. Bijgevolg werd dus het bevel gegeven door het aartsbisdom van Mechelen, om niet meer te antwoorden op de brieven die door mij werden ondertekend.

Ik kan daar uiteraard bewijzen voor geven. Het is te zeggen, ik kan de brieven niet voorleggen vermits ik ze niet heb, maar al mijn documenten die ik in het kader van dit werk heb gedaan, heb ik neergelegd in het Rijksarchief. Deze zijn er nog altijd, maar ik denk dat ze nu in beslag zijn genomen door onderzoeksrechter De Troy.

Helemaal in het begin in 1997, toen de commissie nog niet bestond, waren gedurende drie jaar vertrouwenspersonen aangesteld. De slachtoffers konden naar die vertrouwenspersonen telefoneren. De vertrouwenspersoon kon dan diegene die telefoneerde voor steun doorverwijzen naar een bepaalde instelling.

Op een bepaald ogenblik ben ik zelf naar de politie gestapt omdat het dossier een minderjarige betrof. Ik vond het de plicht van de commissie dat aan het parket over te maken.

Betreffende de plaats waar de Kerk haar dossiers verborgen houdt. Volgens mij heb ik weet van een geheime plek waar al die dossiers zijn neergelegd.

Ik heb u gezegd dat de moeilijkheden zijn begonnen toen schadevergoeding werd gevraagd. Toen is alles verkeerd beginnen lopen. Drie jaar na de instelling van de commissie zijn we dus tegen elkaar gebotst omdat ik van mening was dat net zoals in de burgerlijke en strafrechtbanken schadevergoeding moest worden betaald. Mevrouw Demasure zei dat als de kerk alle slachtoffers moest betalen ze failliet zou gaan. Een seksueel misbruiker kan immers 30 tot 60 kinderen aanranden. Ik vond persoonlijk deze uitspraken als onbehoord: waarom moet een kerkelijke leider geen schadevergoeding betalen? Als ik bijvoorbeeld aan iemand schade berokkent, dan moet ik in alle gevallen schade betalen.

Ik heb enkele keren contact gehad met monseigneur Danneels. Er zijn een of twee

vergaderingen bij hem doorgegaan in Mechelen, maar voor de rest niet zoveel.

Ik heb al mijn dossiers samengevat en, zoals ik al heb gezegd, liggen ze allemaal in het Rijksarchief.

Ieder gesprek met het slachtoffer of met de aanranders werd steeds met twee commissieleden gevoerd. De ene kan immers iets vergeten, de andere kan iets verkeerd verstaan. Ik stelde onmiddellijk een verslag op van hetgeen was gezegd.

Alvorens het over te maken aan alle andere leden van de commissie legde ik het voor aan het lid dat het onderzoek met mij had gevoerd om te controleren of ik alles goed had weergegeven of iets was vergeten of verkeerd had begrepen.

Als het tweede lid zijn akkoord had gegeven of er andere zaken waren bijgevoegd, werden die verslagen naar alle leden van de raad gestuurd zodat eenieder wist hoever de zaken stonden. Er was een Nederlandstalige en een Franstalige kant. Ik vertaalde de Nederlandse verslagen in het Frans zodat ook de Franstaligen het zouden begrijpen.

Over de draagwijdte van het fenomeen seksueel misbruik in de Kerk kan ik niet zoveel vertellen aangezien ik zwijgplicht heb. Ik heb eens een brief ontvangen die was geschreven in 1963. Het Vaticaan had een brief gericht aan alle bisschoppen over de hele wereld. Daarin stond dat wanneer een geval van pedofilie binnen de Kerk aan het licht kwam, aan het slachtoffer moest worden gezegd dat het moest zwijgen of dat het anders zou worden geëxcommuniceerd.

Ik weet niet waarom de Kerk zich tot mij heeft gericht. Mijn vader was een uitermate katholiek man en een bisschop die veel vertrouwen had in hem heeft wellicht gedacht dat hij hetzelfde vertrouwen kon hebben in mij.

Wat de schadevergoeding betreft, als ik iemand omver rijd en zijn been is gebroken, als het mijn schuld is moet ik betalen. Wanneer in de Kerk een priester, een geestelijke, schade aanricht, seksuele betrekkingen oplegt aan een kind, zoals er gevallen zijn geweest, zie ik niet in waarom die man geen schadevergoeding zou moeten betalen. Ik vind het schandalig dat de kerk dat beweert.

Ik ben nog niet zo lang geleden gestopt. Ik kreeg geen antwoord meer. Ik had vernomen dat er binnenkerkelijk was gezegd dat er op mijn brieven

niet meer moest worden geantwoord. De brieven ondertekend Halsberghe moesten in de prullenmand worden gesmeten. Een van de leden heeft voorgesteld mijn brieven te ondertekenen. Dat heb ik niet gewild. Daarmee was het gedaan.

La **présidente**: À partir de quel moment vos lettres sont-elles restées sans réponse?

Godelieve Halsberghe: Depuis près d'une année.

La **présidente**: Était-ce avant votre démission?

Godelieve Halsberghe: Oui. Après, je n'avais plus le droit d'écrire. J'ai, par exemple, envoyé cinq ou six lettres de rappel à un évêque. Je n'ai jamais obtenu de réponse et j'ai appris par quelqu'un de la commission qu'ordre ou conseil avait été donné de ne plus répondre à mes lettres.

La **présidente**: Vous avez dit avoir rencontré le cardinal Danneels à deux reprises. Quel a été le contenu de vos conversations?

Godelieve Halsberghe: Cela concernait la commission, comment elle faisait son travail et si j'avais de l'aide.

La **présidente**: Il ne vous a pas parlé de la problématique du dédommagement ou d'autres choses?

Godelieve Halsberghe: Je suppose que les responsables en ont parlé entre eux et qu'ils se sont dit qu'il n'était pas question de payer des indemnités, sinon l'Église ferait faillite. À ce sujet, il me semble intéressant de lire *Mon Dieu ... pourquoi?* de l'abbé Pierre. C'est un livre superbe dans lequel il parle de la question d'argent au sein de l'Église. Il signale que le Vatican est le plus petit État du monde mais aussi le plus riche. Il ne comprend pas pourquoi l'Église ne veut pas payer d'indemnités. Je pense que ce document n'est pas facile à trouver.

La **présidente**: Nous demanderons au secrétaire qu'il recherche ce livre de l'abbé Pierre qui est une figure importante. Des parlementaires ont-ils encore des questions? Si c'est le cas, je vous demanderai de parler calmement et de ne pas poser dix questions d'affilée. Madame Halsberghe, pouvons-nous encore vous demander quelques précisions.

Godelieve Halsberghe: Oui, si la question n'est pas trop longue.

La **présidente**: Je demanderai aux parlementaires de ne poser qu'une question à laquelle Mme Halsberghe répondra directement. Monsieur Van Hecke, je vous donne la parole.

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, ik zou drie verduidelijkingen willen vragen. Ik zal mijn vragen een voor een stellen.

Mevrouw Halsberghe, u hebt over de heren Luysterman en Van Neste gesproken. U verklaarde dat de samenwerking heel goed liep.

Waarom hebben zij de commissie verlaten?

Godelieve Halsberghe: Mevrouw de voorzitter, het ging om een inwendige regeling. Monseigneur Luysterman woonde in Brussel. Wij konden elkaar dus makkelijk spreken. Hij is daarna naar Oostende overgeplaatst. Ik zet een vraagteken achter zijn overplaatsing.

Stefaan Van Hecke: Was de overplaatsing zijn eigen beslissing of was het een beslissing van hogerhand?

Godelieve Halsberghe: Het was uiteraard een beslissing van de Kerk.

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, mevrouw Halsberghe, ik had, ten tweede, een vraag gesteld over de manier waarop in de praktijk de dossiers bij u kwamen. Ik heb immers gelezen dat klachten soms bij het bisdom binnenkwamen, waarna de indieners van de klacht een brief kregen waarin stond dat de commissie had geoordeeld dat hun klacht ongegrond was.

Godelieve Halsberghe: Ik heb van het bisdom nooit een dossier gekregen. Misschien heb ik één en slechts één dossier gekregen.

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, mijn laatste vraag naar verduidelijking luidt als volgt.

Mevrouw Halsberghe, u hebt verklaard dat u weet dat er binnen de Kerk een plek is waar de geheime dossiers in kwestie mogelijk zouden kunnen zijn. U stopte uw uitleg toen.

De commissie zou graag weten of u, indien u weet waar voornoemde plek is, ze ons kan mededelen. Weet u wie u over de plek heeft gesproken?

Indien u het antwoord liever achter gesloten deuren geeft, mag dat voor mij. Indien u een en ander aan ons zou kunnen mededelen, zou zulks echter interessant kunnen zijn.

Godelieve Halsberghe: Ik zou mijn antwoord liever achter gesloten deuren geven.

La **présidente:** Je me propose de raccompagner Mme Halsberghe tout à l'heure: elle pourra m'en faire part en sortant.

Marie-Christine Marghem: Je voudrais vous demander si vous connaissez l'argument dans le chef de l'Église qui consiste à dire que seule l'Église en tant qu'institution ne peut indemniser mais qu'il s'agit d'une série de congrégations, qui ne sont pas nécessairement sous l'autorité financière, administrative ou hiérarchique de l'Église et qui elles ne sont pas riches ou dont on méconnaît la surface financière. Connaissez-vous cet argument?

Godelieve Halsberghe: Oui, en effet, cet argument m'a été opposé.

Marie-Christine Marghem: Je vous remercie.

Renaat Landuyt: Twee vraagjes.

Wat ik niet goed begrepen heb... Konden de slachtoffers nu rechtstreeks contact opnemen met de commissie of verliep de weg via een vertrouwenspersoon of bisschop?

Godelieve Halsberghe: Zij konden doen wat zij wilden: vertrouwenspersoon, commissie... Wij hebben klachten gekregen onmiddellijk bij ons. Er zijn klachten onmiddellijk bij ons gekomen, of bij een vertrouwenspersoon tot wie zij...

Ik heb het misschien gezegd: in '97 is er een uitzending verschenen op de televisie of in een dagblad dat er commissies waren opgericht waar de slachtoffers zich konden richten in alle... Mevrouw Beernaert was een persoon tot wie zij zich konden richten om alles uit te leggen wat zij wilden. Die vertrouwenspersoon kon dan zeggen: "Ga naar de commissie."

Renaat Landuyt: Dan nog een ander vraagje, met mijn excuses, maar ik ben van West-Vlaanderen. Het is een heel praktische vraag hoor.

Godelieve Halsberghe: Ik ben ook van West-Vlaanderen.

Renaat Landuyt: Dan gaan we mekaar begrijpen. Maar u mag het achter gesloten deuren ook zeggen. Mijn vraag is de volgende. U zegt dat u binnenkerkelijk bezig was. U was daar dagelijks

mee bezig. Was dat vrijwilligerswerk of werd u betaald?

Godelieve Halsberghe: Vrijwilligerswerk. Monseigneur Luysterman heeft na drie jaar werking wel gezegd: "Enfin, er zijn zoveel postzegels te betalen." En dan heb ik een keer de rekening ingediend van de postzegels, het papier en zo meer. Maar ik heb nooit willen betaald worden want anders is men gebonden als men geld krijgt en dat wil ik niet.

Valérie Déom: Une seule question: avez-vous vu un changement d'attitude envers la commission entre Mgr Luysterman et Mgr Harpigny?

Lieve Halsberghe: Comme je l'ai dit, nous n'avions plus d'aide, hormis celle de Mgr Luysterman et celle du Pr Van Neste qui éventuellement, lorsque nous ne recevions pas de réponse, insistait pour qu'on nous en donne une. Et c'était tout.

Carina Van Cauter: Mevrouw Halsberghe, u hebt gezegd dat u aan een bepaalde bisschop achtereenvolgens vijf brieven hebt verstuurd die onbeantwoord zijn gebleven. Kan u zeggen aan wie die brieven gericht waren?

Godelieve Halsberghe: Ik zeg dat liever in een gesloten vergadering.

Carina Van Cauter: Ik heb verder nog een tweede vraag. U hebt ook gesproken over een brief die ondertekend was door Coens Jacques, en daarin wordt verwezen naar het feit dat slachtoffers op dat ogenblik reeds beroep konden doen op assistentie binnen de huidige structuren. Hebt u weet of op dat ogenblik binnenkerkelijk bepaalde behandelingscentra bestonden voor priesters of centra waar slachtoffers geholpen konden worden? Bestonden deze binnen de Kerk, of heeft de schrijver van deze brief de algemene centra bedoeld?

La **présidente:** Mme Van Cauter demande si, à l'époque où on vous a envoyé cette lettre, il y avait déjà des lieux au sein de l'Église où des victimes ou des abuseurs pouvaient être aidés psychologiquement.

Godelieve Halsberghe: Avant la constitution de la commission?

La **présidente:** Avant ou pendant.

Godelieve Halsberghe: Non.

La **présidente**: Dans la lettre, qui sera distribuée aux membres de la commission, on dit qu'ils peuvent aller vers des psychologues.

Godelieve Halsberghe: Oui.

Carina Van Cauter: Mevrouw de voorzitter, mijn vraag was: bestonden zij binnen de Kerk? Als zij bestonden binnen de Kerk, was men op de hoogte van de problematiek. Daarom wil ik deze vraag stellen.

La **présidente**: J'ai bien entendu qu'il y a plus qu'une question à poser en huis clos. Il y a celle du lieu où se trouvent les dossiers et celle des cinq lettres sans réponse.

Avant d'entendre M. Adriaenssens, je vais demander aux personnes extérieures à la commission de sortir.

La réunion publique de commission est levée à 16.11 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.11 uur.